

Le budget

dépenses des ministères, entraînera une réorganisation fondamentale du gouvernement.»

Le *Star* rapportait que les milieux d'affaires de Windsor avaient été «encouragés—et même étonnés—par l'ampleur des compressions budgétaires du ministre».

Selon le *Star*, le président de la Chambre de commerce de Windsor, Othmar Stein, a dit du ministre des Finances ce qui suit: «Il a compris le message. Bon nombre des mesures se faisaient attendre depuis longtemps. Beaucoup de subventions sont supprimées, même pour les entreprises.»

M. Stein, un vice-président de Chrysler, a conclu en ces termes: «Dans l'ensemble, je dirais que c'est un budget très réaliste, très positif. Depuis bien des années, c'est l'un des premiers budgets qui ne soit pas simplement de la poudre aux yeux.»

Selon Aron Gampel, de la Banque de Nouvelle-Écosse, c'est un exposé budgétaire qui satisfait à tous les critères.

Le *Wall Street Journal*, dont la prise de position pouvait se résumer dans le titre d'un article publié plusieurs semaines avant le dépôt du budget, soit «Le Canada en faillite», s'est ravisé après le dépôt du budget et a indiqué que le Canada a amorcé un virage salutaire.

L'éditorialiste félicite le ministre des Finances d'avoir montré la détermination nécessaire pour permettre au Canada de se sortir du gouffre de l'endettement où l'avaient mené des décennies de dépenses inconsidérées.

Ce budget trace une nouvelle ligne de conduite en matière d'agriculture. Le gouvernement s'est donné comme objectif que, d'ici l'an 2000, la valeur de nos exportations alimentaires dépasse annuellement 20 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse d'au moins un tiers par rapport à notre rendement record de 1994.

À cette fin, le gouvernement instaurera de nouvelles garanties de crédit au titre des exportations pour épauler les ventes de céréales et d'autres produits agroalimentaires destinés à l'exportation, jusqu'à concurrence de un milliard de dollars.

Conformément à ce qu'il a promis dans le livre rouge, le gouvernement créera un conseil et un service canadiens de commercialisation des produits agroalimentaires, pour assurer une meilleure expansion des marchés et garantir l'utilisation efficace de l'autoroute électronique à l'échelle mondiale.

Sur le plan budgétaire, notre première année n'a pas été catastrophique. L'économie canadienne est plus forte qu'elle ne l'a été depuis des années. La production réelle de notre pays a augmenté d'environ 4,5 p. 100 en 1994, cette croissance ayant été la plus rapide de tous les pays du G-7. Plus de 433 000 emplois ont été créés l'an dernier, et il s'agit d'emplois à temps plein pour la plupart.

Le taux de chômage national a diminué de 1,7 p. 100. La production manufacturière a fait un bond de 9 p. 100 l'an dernier, et la réduction des coûts est à l'origine d'une hausse record des exportations, d'un excédent commercial croissant et d'une amélioration marquée de la balance du compte courant.

Je tiens à donner à mes électeurs l'assurance que le budget de cette année est vraiment un budget libéral. Les gouvernements libéraux qui nous ont précédés ont créé des programmes innovateurs dans les années 60 et 70 pour relever les défis et répondre

aux besoins de ces années-là. Le gouvernement actuel est en train de modifier tous les programmes pour qu'ils répondent aux besoins et aux défis des années 90 et du XXI^e siècle.

Nous comprenons le changement. Nous avons toujours été à l'avant-garde du changement. Le budget apporte des changements. Le Parti libéral a la réputation de toujours être un pionnier. Je sais que le budget montre la voie pour le XXI^e siècle.

En guise de conclusion, je voudrais vous faire part d'une observation que m'a faite un de mes électeurs au cours des consultations prébudgétaires. En ce qui touche les choix difficiles se présentant au ministre des Finances, il lui a souhaité d'être courageux et a dit: «Mes deux jeunes enfants vous remercieront, car on se souviendra de vous comme du ministre des Finances ayant sauvé le Canada de la faillite.»

● (1705)

L'hon. Charles Caccia (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de participer à ce débat. Les Canadiens savent fort bien que les conservateurs nous ont légué un véritable fouillis économique et que nous devons prendre des mesures pour réduire le déficit et la dette. Nous en convenons tous.

Le but premier du budget est de calmer le marché et surtout les agences de cotation. Ayant atteint cet objectif, nous devons nous attendre à ce que Wall Street exige d'autres mesures du genre dans les prochains budgets.

Confronté à ce problème, le premier ministre soulèvera la question des spéculateurs sur le marché des changes et de leur influence sur les économies nationales à la prochaine réunion du Groupe des Sept qui aura lieu en juin. Nous devons féliciter le premier ministre pour cette initiative qui tombe à point.

Le budget contient certaines mesures positives pour lesquelles nous devrions féliciter le ministre des Finances. Par exemple, dans le domaine du développement durable, il y a la décision de ne plus assujettir à la limite de 20 p. 100 du revenu du donateurs les dons de terrain à forte valeur écologique. De plus, on trouve dans le budget l'engagement d'examiner les obstacles à l'utilisation de produits recyclés de préférence aux produits vierges.

Le budget renferme la promesse d'examiner le régime fiscal pour déterminer s'il existe des obstacles à l'efficacité énergétique et à l'utilisation de diverses formes d'énergies renouvelables. On a réduit les subventions versées au secteur énergétique qui favorisent le développement non durable et peu économique. Il reste cependant beaucoup à faire si nous voulons vraiment réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Voilà, j'en ai déjà fini avec la liste des bonnes nouvelles et cela m'amène à parler des mesures à prendre pour réduire la dette nationale et le déficit. Ces mesures s'imposent, nous en convenons tous.

Dans les semaines et les mois qui ont précédé la présentation du budget, on a maintes fois dit et répété que les dépenses sociales ne sont pas la cause de nos problèmes économiques et qu'il faudrait éponger notre déficit non pas en réduisant les dépenses, mais bien en accroissant les recettes et, plus précisément, en supprimant les échappatoires fiscales. Nous accusons chaque année un manque à gagner de plusieurs milliards de dollars à cause d'échappatoires fiscales comme les gains de loterie, les repas d'affaires et les frais de représentation, et